Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 27 septembre 2010 de M. Grégoire Carasso: «Le coût du papier vaut-il la peine d'envisager celui d'une nouvelle technologie?»

TEXTE DE LA QUESTION

En considérant:

- les dizaines de kilos de papier «consommés» chaque année par chaque élu-e du Conseil municipal;
- qu'une très importante fraction de ces tonnes de papier n'est jamais lue et que, dans le meilleur des cas, ce papier est recyclé;
- que le papier, les impressions, les envois par poste, etc., ont un coût économique et environnemental;
- que de nouvelles technologies pourraient permettre de remplacer avantageusement le papier (tablette électronique),

j'aimerais connaître le coût économique et environnemental du papier «consommé» par les élu-e-s du Conseil municipal chaque année et savoir s'il serait avantageux de proposer des solutions de rechange telles que des tablettes électroniques.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'administration municipale utilise principalement du papier recyclé à 100%, fabriqué avec des vieux papiers sans bois provenant de la récupération et répondant aux critères écologiques de la distinction «Ange bleu». Ce type de papier préserve les ressources telles que l'énergie, l'eau et la forêt, tout en restant économiquement très attrayant.

Il arrive cependant à l'administration municipale de recourir parfois à du papier non recyclé. Elle a alors l'obligation d'utiliser du papier labellisé FSC (Forest Stewardship Council), qui offre l'assurance que le producteur du papier à base de bois a respecté les procédures garantissant la gestion durable des forêts.

Le coût économique du papier utilisé par le Conseil municipal (tirés à part, publication des arrêtés, photocopies, en-têtes de lettres et enveloppes) s'élève, pour l'année 2011, à 34 905 francs. Ce montant comprend le papier, la mise en page et l'impression.

Les frais liés au *Mémorial des séances*, dont il faut rappeler que la publication constitue une obligation légale, s'élèvent quant à eux à 153 328 francs en 2011.

Même s'il est difficile d'estimer exactement la consommation de papier des élu-e-s du Conseil municipal, il est par contre pratiquement certain que le recours aux moyens électroniques n'entraîne pas forcément une diminution de sa consommation. Les membres du Conseil municipal sont-ils aujourd'hui prêts à abandonner complètement l'usage du papier? Il est permis d'en douter puisque la version imprimée des documents demeure évidemment une option très utilisée.

D'ailleurs, dans les années 1980, celles et ceux qui pensaient que les ordinateurs allaient remplacer le papier se sont fourvoyés, puisque c'est bel et bien l'inverse qui s'est produit: l'utilisation de l'ordinateur a entraîné une surconsommation de papier!

S'agissant des tablettes électroniques, il faut savoir qu'un iPad coûte aujourd'hui entre 400 et 800 francs l'unité. Or le prix du papier consommé, en dehors des coûts liés à la publication du *Mémorial*, permettra à peine de couvrir les frais d'acquisition des tablettes auxquels il faut encore rajouter ceux liés à la mise en place, à l'exploitation, au support ainsi qu'à la formation des élu-e-s municipaux. Sous l'angle environnemental, il n'est pas garanti non plus que la Ville ait beaucoup à y gagner.

Le cas échéant, il faudrait prévoir un travail de fond pour adapter le site web de la Ville de Genève à cet usage par tablette, et notamment la partie réservée aux membres du Conseil municipal, et peut-être revoir la manière dont sont préparés, puis gérés les documents à l'attention du Conseil municipal, notamment le *Mémorial*, avec un impact prévisible sur les ressources à mettre à disposition.

De même, si les tablettes devaient être dotées d'un équipement cellulaire (3G) pour permettre aux élu-e-s municipaux mobiles d'utiliser leur équipement y compris lorsqu'aucun réseau wi-fi n'est pas disponible, il faudrait alors intégrer dans les coûts les frais d'abonnement et de communication.

Enfin, il faut rappeler que, au début de chaque législature, les membres du Conseil municipal reçoivent un équipement informatique comprenant les logiciels usuels et qu'ils perçoivent également un montant de 49 francs pour la connexion Internet (ADSL). Des formations leur sont par ailleurs dispensées par la Direction des ressources humaines et le Service du Conseil municipal. Pour la législature 2011-2015, l'ordinateur choisi, de petit format, a la fonction d'une tablette électronique.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le maire:
Pierre Maudet

Le 28 mars 2012.